

L'ÉVÉNEMENT OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

L'Anssi renforce son bouclier cyber auprès des grands ministères

Dix ministères se dotent progressivement de nouveaux centres de réponse aux incidents cyber pour améliorer leur réactivité face aux intrusions informatiques. Un moyen pour l'Anssi, dirigée par Vincent Strubel, de disposer de nouveaux capteurs au sein de l'État.



Vincent Strubel, aux Assises de la cybersécurité de Monaco, le 11 octobre 2023. © Dylan Meiffret / PhotoPQR / Nice Matin / MaxPPP

Face à la recrudescence d'attaques informatiques d'ampleur, l'**Agence nationale de sécurité des systèmes d'information** (Anssi) mise sur les ministères pour renforcer la cybersécurité de l'État. D'après nos informations, elle pousse en faveur de la création de dix nouveaux centres d'urgence cyber qui leur seront directement rattachés.

Le dispositif, déjà éprouvé aux ministères des armées et de l'intérieur depuis plusieurs années, doit améliorer leur

réactivité et leur résilience en cas de cyberattaques. Après la mise en place de centres de réponse régionaux (CSIRT), l'extension du dispositif en administration centrale doit permettre à l'Anssi de se doter de nouveaux capteurs pour appréhender au plus vite les menaces.

Le chantier fait pour l'heure l'objet de quelques lignes dans les rapports d'activité de l'Anssi ou du **Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale** (SGDSN). Il a été mentionné de façon sibylline par le





directeur de l'agence, **Vincent Strubel**, à l'occasion de son intervention aux *Assises de la sécurité* de Monaco, mi-octobre.

DANS LES TUYAUX À BERCY

Une discrétion qui s'explique sans doute par le souci de ne pas marcher sur les plates-bandes des directions des systèmes d'information des ministères concernés et par l'ampleur du travail à accomplir, ce genre de structures se mettant en place sur plusieurs années.

Bercy planche depuis 2022 sur le renforcement de son dispositif de protection avec la création d'un centre de cybersécurité (LL du 25/01/22). La mission, confiée à l'ingénieur en chef de l'armement **Jacques Lengyel**, n'a toutefois toujours pas été bouclée. Elle reste particulièrement sensible : le piratage en 2011 du ministère de l'économie et des finances a toujours été considéré comme un événement fondateur de l'Anssi.

Le ministère cherche les forces vives de son futur centre. Comme il le rappelle dans ses offres d'emploi, il s'agit de créer de toutes pièces une structure chargée de faire de la veille sur les vulnérabilités et les menaces, de suivre et qualifier les alertes reçues de l'extérieur, de répondre aux incidents ou encore de rechercher d'éventuelles compromissions.

AGRICULTURE, CULTURE, ÉCOLOGIE ET SERVICES DE LA PREMIÈRE MINISTRE

Au ministère de l'agriculture, la mise en place d'un centre d'urgence avait été suivie par **Christophe Peguillan**, le chef du bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI). Dans une note datant d'août 2022, au lancement du projet, l'administration de **Marc Fesneau** programmat un premier diagnostic lancée avec l'Anssi, avant l'élaboration finale du centre de réponse.

Quant au ministère de la culture, il prévoyait de border au premier semestre 2023 le périmètre, la gouvernance et les moyens de son centre d'urgence, censé associer les établissements publics, comme la **Bibliothèque nationale de France** (BNF) ou la **Réunion des musées nationaux-Grand Palais**. La mise sur pied du centre de réponse, mentionnée dans les documents budgétaires du projet de loi de finances 2024, était initialement prévue pour la fin d'année 2023.

Le ministère de l'écologie se prépare lui aussi à accueillir un tel centre. Tout comme les services de la première ministre, dont dépend l'Anssi. Le projet de loi de finances 2024 prévoit à ce titre trois nouveaux postes à destination de ce dernier chantier.

Gabriel Thierry

